

ISLAMOPHOBIE:

Mettre fin aux discriminations

Publication de BePax
Paraît 5 fois par an

JUILLET AOÛT 2019

Sommaire

Comité de rédaction

Benjamin Peltier,
Edgar Szoc,
Laetitia Werquin,
Simon Lechat,
Jihad Guenaou,
Yannicke de Stexhe,
Aïchatou Ouattara,
Mustapha Chairi,
Seyma Gelen.

Rédaction-Administration

ASBL BePax
Chaussée Saint-Pierre, 208
1040 Bruxelles

Tél. : +32 (0)2 896 95 00
E-mail : info@bepax.org
facebook.com/bepaxasbl
www.bepax.org

Compte bancaire :
BE 28-7995-5017-6120

Mise en page
www.acg-bxl.be

EDITO

3

DOSSIER

Islamophobie quand l'encre cache le sang

Edgar Socz

4

L'islamophobie possède-t-elle aussi une dimension spécifiquement sexiste ?

Mustapha Chairi

6

L'islamophobie genrée ou comment bloquer la libération de toutes les femmes

Seyma Gelen

8

INTERVIEWS

Pour un antiracisme intersectionnel

Kahina Rabahi

11

Islamophobie : un rejet exprimé en terme "progressiste"

Vincent Cornil

13

Edito

ISLAMOPHOBIE: Mettre fin aux discriminations

Les rapports annuels sur l'islamophobie présentés par UNIA et le CCIB, montrent un grand nombre de signalements islamophobes recensés en Belgique chaque année. Nombre qui, même s'il a connu une baisse en 2017, suit clairement une tendance montante sur les dix dernières années. Les discriminations dont font l'objet des personnes à cause de leur appartenance, réelle ou supposée, à la religion musulmane sont massives. Pourtant, il semble y avoir une incapacité à adresser le problème tant celui-ci s'ancre en fait dans une islamophobie généralisée à tous les niveaux de la société. Ainsi le tract, distribué par certain.e.s candidat.e.s écolo, qui ciblait un public musulman a fait l'objet d'une condamnation unanime de tous les partis, écolo inclus. Pourtant des tracts visant un public cible, c'est loin d'être une exception dans une campagne électorale. Pourquoi dès lors cela ne devient-il problématique que lorsqu'il s'agit des musulman.e.s ? Impossible de répondre à cette question sans envisager les dimensions systémique et structurelle de l'islamophobie. Notre société est structurellement islamophobe. On prône l'accès à l'emploi des femmes, mais on n'a aucun souci à exclure une partie d'entre elles de celui-ci en interdisant le port du voile dans la fonction publique et ailleurs. On se réjouit de la richesse associative belge, mais on s'arrange pour que l'associatif musulman n'ait accès à quasi aucun subside et que des associations soient supprimées pour des broutilles (notamment dans le cadre du plan canal). On parle d'égalité des chances mais à un contrôle de police ou douanier, être un homme musulman vous vaut, quasi à coup sûr, des ennuis supplémentaires

dans le cadre d'une banalisation du contrôle au faciès. On se targue de pratiquer une politique d'asile « ferme mais humaine », mais celle-ci discrimine massivement sur base de la religion : plus de 90% des Syriens sont musulmans, mais seulement une petite minorité des visas humanitaires accordés à des Syriens l'a été à des musulmans. Les exemples pourraient ainsi continuer longtemps. Ensemble, ils dessinent les contours de ce phénomène structurel. Il est massif et devrait être impossible à nier. Pourtant il continue à faire l'objet de discours dénigrants. De nombreuses personnes ou institutions, même étiquetées comme progressistes, contestent le terme même d'islamophobie ou l'existence de celui-ci. Ceci est une particularité forte du monde francophone, et nous sommes là aidés par les institutions internationales, notamment l'union européenne, qui non contente de reconnaître l'existence de l'islamophobie, demande maintenant aux états membres des données permettant de le chiffrer.

On a perdu assez de temps dans la lutte contre l'islamophobie, il est maintenant temps de passer à l'action notamment en s'opposant à la propagande islamophobe de l'extrême droite ou même d'acteurs-rices plus mainstream. Ce numéro du Signes des temps abordera aussi bien la question de l'état des lieux que la question de la lutte à mener. J'espère qu'il pourra stimuler votre réflexion et vous encourager à faire votre part dans le travail qui reste à mener.



Benjamin Peltier

Dossier

Islamophobie : quand l'encre cache le sang

Islamophobie :
hostilité envers
les personnes
musulmanes
ou présumées telles.

A mesure que le terme « islamophobie » s'impose pour désigner la réalité tristement massive de la discrimination dont sont victimes les musulmans dans nos sociétés, les débats terminologiques qui avaient accompagné la naissance et la diffusion du concept semblent reculer progressivement. Il n'est cependant pas inutile de revenir sur ces débats pour comprendre le sens dont ils ont été porteurs.

Au-delà de l'étymologie

L'ensemble des institutions internationales qui ont adopté le terme « islamophobie » sont d'accord pour lui donner le sens d'« hostilité envers les personnes musulmanes ou présumées telles ». Mais ce n'est évidemment pas ce que le sens littéral – ou en tout cas étymologique – du terme désigne. Celui-ci porte en effet « seulement » sur la peur ou la crainte de l'islam. C'est donc autour de la confusion entre une religion et ses pratiquants que s'est fixé un malentendu qui, après des années de débat, tient sans doute plus de la mauvaise foi que de la simple méprise.

Si la distinction entre une religion et ses pratiquants est évidemment conceptuellement fondamentale, notamment dans un but de protection de la liberté d'expression, force est de reconnaître qu'elle n'est pas toujours aisée à définir en pratique. Dans ses conséquences concrètes, la critique de l'islam comme religion débouche en effet de manière très fréquente sur une stigmatisation

de ses pratiquants. Pour ne prendre qu'un exemple parmi des centaines possibles, comment interpréter ces propos de Claude Imbert, à l'époque éditorialiste au *Point*, tenus sur LCI, le 24 octobre 2003 : « Il faut être honnête. Moi, je suis un peu islamophobe. Cela ne me gêne pas de le dire. (...) J'ai le droit, je ne suis pas le seul dans ce pays à penser que l'islam - je dis bien l'islam, je ne parle même pas des islamistes – en tant que religion apporte une débilité d'archaïsmes divers, apporte une manière de considérer la femme, de déclasser régulièrement la femme et (...) en plus un souci de supplanter la loi des États par la loi du Coran, qui en effet me rend islamophobe¹ » ? Il y insiste lui-même : c'est bien la religion en elle-même qu'il vise... Mais lorsqu'il précise que ce ne sont « même pas les islamistes » qu'il accuse d'« apporter une débilité d'archaïsmes divers », il laisse assez clairement entendre que ce sont donc les musulmans dans leur ensemble qu'il inclut dans son rejet. Alors même qu'ils entendent explicitement relever de la forme acceptable de l'islamophobie – celle qui critique la religion sans stigmatiser les croyants – les propos de Claude Imbert participent en réalité à la construction d'un imaginaire qui conduit assez naturellement à la discrimination des musulmans en tant que tels.

Cet exemple, qui date du début de la diffusion du terme « islamophobie » dans la sphère publique, est à ce titre particulièrement emblématique de la difficulté de maintenir une frontière

étanche entre critique légitime de la religion et stigmatisation des croyants. Et, à tout prendre, l'argument de ceux qui refusent l'utilisation du terme « islamophobie » au nom de leur droit, parfaitement légitime certes, à critiquer



telle ou telle religion pourrait bien se retourner rhétoriquement contre eux. Car s'ils refusent le terme au nom de la distinction stricte entre critique d'une religion et stigmatisation de ses pratiquants, encore faudrait-il qu'ils puissent prouver que leurs propos ne franchissent jamais cette frontière apparemment si bien établie. D'après ces défenseurs de la liberté d'expression, le concept d'islamophobie ne serait que le paravent de la bigoterie – une espèce de Cheval de Troie dont la fonction consisterait à rétablir une interdiction du blasphème. Mais au jeu des masques et des paravents, il s'agit également de constater que le droit à la critique de la religion est fréquemment invoqué pour stigmatiser les pratiquants d'une religion – et souvent la même, en l'occurrence.

Accepter l'acception

Que le terme soit mal choisi et que son étymologie laisse de la place (à ceux qui souhaitent la lui laisser) à une forme d'ambiguïté paraît évident – mais après tout il en va de même pour celui d'antisémitisme. Chaque forme de racisme recèle des spécificités propres et irréductibles aux autres formes de

racisme – sans, pourtant, que l'utilité d'un terme générique pour les désigner de manière commune ne soit remise en question. En l'occurrence, parmi les spécificités propres à l'islamophobie, figure le fait que celle-ci peut toucher des personnes non musulmanes mais dont le nom, les origines ou même l'apparence physique peuvent laisser penser qu'elles le sont. De même qu'elle peut largement épargner des musulmans dont rien ne laisse penser qu'ils le sont – les convertis notamment. Cette discrimination différenciée montre bien le caractère complexe, voire atypique, de l'islamophobie et atteste qu'elle n'est pas réductible à la seule peur ou au seul rejet d'une religion mais vient se nourrir de formes plus anciennes de racisme – à commencer par le racisme anti-Arabs. En raison de ces spécificités, l'islamophobie ne peut, juridiquement, pas entrer dans le cadre de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie (dite loi Moureaux), mais elle est parfaitement punissable dans le cadre de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination (qui, parmi les nombreux critères de discrimination qu'elle punit, retient celui de « la conviction religieuse ou philosophique »).

Par ailleurs, ce terme mal choisi, de nombreuses institutions internationales l'ont adopté sans passer par les débats terminologiques qui agitent l'espace public francophone à son sujet, afin de désigner l'hostilité envers les personnes musulmanes ou présumées telles. Des débats existent – ou plutôt, ils devraient exister – quant à la frontière entre critique et stigmatisation mais la très vaste majorité de ceux qui utilisent le terme « islamophobie » n'ont aucune intention de s'en servir pour étendre l'empire du religieux. Ils entendent simplement s'assurer de l'égalité de dignité de tous, croyants – quelle que soit leur foi – et incroyants. Il ne s'agit évidem-

ment pas pour eux de lutter pour un retour de la pénalisation du blasphème. Au contraire, à l'échelon européen, on peut parfaitement utiliser le terme islamophobie dans son acception la plus fréquente (non littérale et non étymologique) et se battre pour que les États disposant encore d'un arsenal législatif pénalisant le blasphème se décident à le supprimer.

L'encre cache le sang

Ces débats sémantiques ne sont évidemment pas dénués d'intérêt mais ils ont souvent comme effet – et parfois comme intention – d'invisibiliser une réalité qui dérange. À cet égard, la réaction de la polémiste Caroline Fourest aux attentats commis à la mosquée de Christchurch constitue une illustration tristement évocatrice. Dans un tweet du 15 mars 2019, celle-ci entend lutter contre le terme d'islamophobie avant de dénoncer ce qu'il désigne : « Un terroriste d'extrême droite qui croit au "grand remplacement" n'est pas juste "islamophobe", il n'a pas peur de l'Islam. Il est RACISTE, anti-Musulmans. Il voit tous les Musulmans, et non leur religion, comme une menace. Mal nommer, c'est minimiser² ».

Dans des sociétés qui voient les actes anti-musulmans se multiplier de manière incontestable, se contenter de protester contre une appellation jugée étymologiquement infondée, c'est décidément ne regarder que le doigt plutôt que la lune obscure qu'il désigne, et préférer recouvrir d'un flot d'encre commode le sang qui coule du fait d'un rejet qu'on préfère ne pas voir.



Edgar Szoc

1 - Voir « Claude Imbert, islamophobe déclaré », Acrimed, 26 octobre 2003, <https://www.acrimed.org/Claude-Imbert-islamophobe-declare>.

2 - Le tweet entier la discussion qu'il a suscitée sont visibles sur : <https://bit.ly/2XVqxEO>. On remarquera en outre la subtile virgule qui vient se glisser entre « RACISTE » et « anti-musulmans », qui laisse entendre qu'il ne saurait légitimement être question d'un « racisme anti-musulmans ».

L'islamophobie possède-t-elle aussi une dimension spécifiquement sexiste ?

En 2016, le Collectif Contre l'Islamophobie en Belgique (CCIB asbl) publiait une analyse intitulée « Existe-t-il une dimension sexiste dans les actes d'islamophobie en Belgique ?¹ ». Celle-ci mettait en évidence, malgré le fait que les femmes en général rapportent moins les discriminations dont elles sont victimes auprès d'Unia que les hommes (38% contre 62%), qu'une plus grande proportion de femmes sont victimes de l'islamophobie dans le secteur de l'enseignement (63%), de l'emploi (50%) et dans l'accès à des biens et services (50%) par rapport aux hommes.

Pour mieux comprendre cette discrimination et les champs plus spécifiques dans lesquels l'islamophobie se manifeste, le CCIB avait interpellé UNIA pour obtenir des informations complémentaires par rapport au genre sur les chiffres publiés dans son rapport annuel de 2014 (pour rappel, plus de 90% des actes discriminatoires sur base des convictions religieuses sont en lien avec l'islam et les musulmans). C'est parce qu'il y a eu de nombreux signalements de femmes victimes d'islamophobie que le CCIB s'est interrogé sur la dimension spécifiquement sexiste de cette forme de xénophobie et de racisme.

Cette analyse inédite visait à approfondir la dimension croisée des discriminations entre d'une part l'islamophobie et d'autre part le sexisme ; un « phénomène » assez inexploré en Belgique il y a 3 ans.

Alors que certains « intellectuels » restent encore figés dans une posture strictement sémantique latine du mot

islamophobie, le CCIB veut mettre en lumière ce phénomène comme suit : « *la haine, la xénophobie, le racisme et les discriminations contre au moins une personne, un bien et/ou une institution en raison de son appartenance (réelle ou supposée) à la culture ou à la religion musulmane* ». Aujourd'hui le mot islamophobie² s'est imposé dans les mondes politique, littéraire, journalistique, académique, judiciaire, institutionnel. Les organisations antiracistes ont définitivement adopté ce mot et l'analyse du CCIB sur la dimension genrée permet d'approfondir les spécificités de cette forme de rejet, pour mieux la comprendre et la combattre.

Aujourd'hui, si l'étude de 2016 devait être répétée, nous nous poserions certainement la question de la pertinence du choix du mot « intersectionnalité ». D'ailleurs, le mot « intersectionality »³, terme proposé par l'universitaire afroféministe américaine Kimberlé Crenshaw déjà en 1989, parlait spécifiquement de l'intersection entre le sexisme et le racisme subi par les femmes afro-américaines.

En Europe, les acteurs de l'antiracisme décolonial sont parvenus à déconstruire de façon approfondie, dans toutes les nuances possibles, les mécanismes de stéréotypes, préjugés, privilèges d'un groupe dominant sur les groupes minorisés. Ces mécanismes peuvent s'appliquer aisément à l'islamophobie et à son côté sexiste.

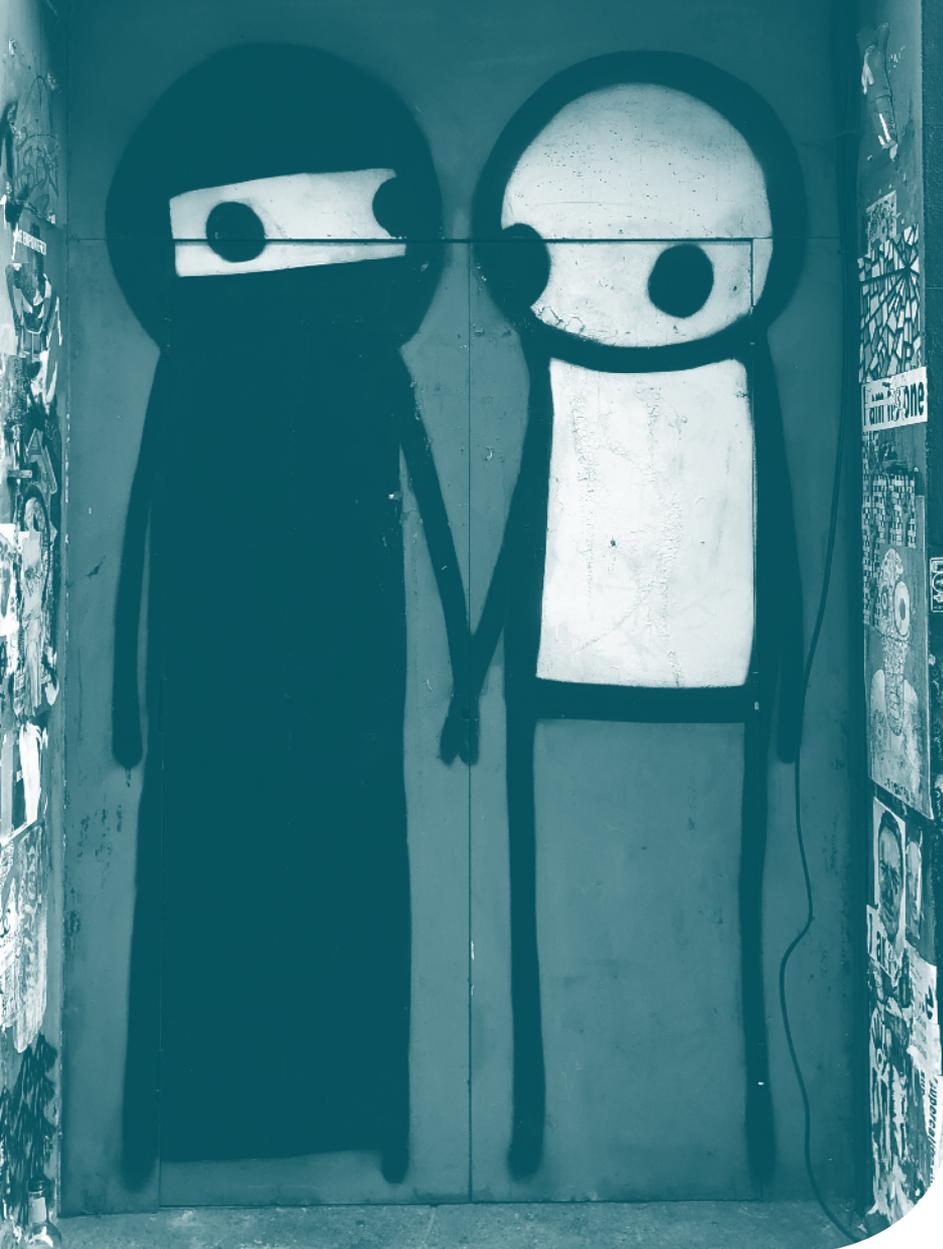
Les mouvements féministes *mainstream* ont balayé d'un revers de la main et l'islamophobie et l'intersec-

tionnalité. Refusant tout espace de compréhension et de reconnaissance aux femmes musulmanes, surtout à celles qui sont visibles. Visibles par leur vêtement, visibles par leur implication dans la société civile, visibles par leurs revendications. Malgré cela, plusieurs mouvements de femmes musulmanes féministes ont fait leur place en Belgique, par exemple le Collectif Kahina⁴, et d'autres à travers le monde.

Dans sa chronique du mardi 25 juin 2019 intitulée « L'affaire Salima Bellabas : la règle de trois pour comprendre »⁵, la journaliste Safia Kessas démontre aisément qu'on arrive à une situation dramatique pour les femmes par trois éléments : 1/ transgression : quand les femmes ne restent pas à la place que la société leur assigne, 2/ intersectionnalité : quand ce n'est pas seulement du sexisme ou seulement de l'islamophobie mais bien une composition unique des deux ensemble, 3/ stéréotypes : car ils continuent à façonner la manière dont la population se représente le monde.

"En 2018, le #CCIB a en effet reçu 120 signalements, et ouvert 80 dossiers. Sur ceux-ci, 34 concernaient un signe visible de la pratique religieuse (deux cas concernaient des hommes)", peut-on lire dans l'article de Véronique Lamquin et Elodie Blogie dans Le Soir du 28 juin 2019. Comme en 2016, 2017 et 2018, les chiffres montrent une plus grande proportion de femmes victimes de l'islamophobie. En ce sens, nous pouvons affirmer que, oui, l'islamophobie est bien sexiste. Pour mieux comprendre ce phénomène, il serait utile de l'aborder

Plus de 90% des actes discriminatoires sur base des convictions religieuses sont en lien avec l'islam et les musulmans



pas en œuvre de manière efficace des politiques inclusives, aucun de nos concitoyens, qu'il soit musulman ou non, ne pourra aspirer à vivre sereinement dans notre pays. C'est pourquoi la lutte contre l'islamophobie n'est pas que l'affaire des musulmans mais est bien l'affaire de tous. Face à la montée des populismes, face à la montée des peurs réciproques et des discours de haine, chaque action en faveur de la justice et du respect compte. Cela doit notamment commencer par l'école, où les jeunes musulmans souffrent de cette stigmatisation de leur religion et de leur pratique religieuse. Il convient aussi d'analyser plus en profondeur les impacts psychosociaux de l'islamophobie, tant au sein de la population de notre pays que parmi les victimes de l'islamophobie qui se mettent en retrait de la société pour ne plus devoir à vivre, ou subir, de discriminations ou de violences envers leur personne du simple fait qu'elles sont musulmanes. Un des enjeux de la lutte contre l'islamophobie est aussi de pouvoir construire un discours positif sur la contribution effective des musulmans de Belgique à leur pays. Ce discours est urgent à développer face au flot incessant d'informations médiatiques, politiques, internationales et locales qui nourrissent des stéréotypes négatifs envers les personnes musulmanes.

d'abord sous l'angle du genre, pour en comprendre les mécanismes du paternalisme et de la domination masculine. Certains abordent l'islamophobie sous l'angle décolonial pour faire émerger des clés de compréhension en lien avec la hiérarchisation des cultures ou de l'hégémonie culturelle.

Quand on est « blanc.he » et qu'on est musulmane et visible, il faut certainement un nouveau prisme de compréhension de ce que ces femmes subissent. C'est alors l'« islamophobie genrée – gendered islamophobia »⁶ qui apparaît pour comprendre ce que vivent les victimes.

Finalement, il n'existe pas un seul prisme d'approche de lutte contre l'islamophobie et sa dimension sexiste. L'essentiel est d'en prendre conscience pour développer une convergence des luttes, avec des approches croisées et complémentaires pour mettre un terme à ce fléau. Tout le monde aurait tout à gagner à bénéficier des énergies d'autres mouvements. Créer des espaces de parole pour ces femmes

constitue donc une priorité pour construire en ce sens cette convergence des luttes qui nous fait parfois défaut.

Dans la conclusion de son dernier rapport le CCIB écrivait, et cela fera une parfaite conclusion : au-delà des chiffres qui visent à appréhender une réalité complexe, il est important de souligner le climat très lourd et difficile à supporter pour des citoyens musulmans qui aspirent à vivre en paix et en sécurité dans leur quartier, dans leur ville, dans leur pays. Tant que des activistes de la haine ne seront pas traqués ou mis hors d'état de nuire, tant que nos institutions ne mettront



Mustapha CHAIRI

Co-fondateur du Collectif Contre l'Islamophobie en Belgique asbl.

1 - <http://ccib-ctib.be/index.php/2016/03/08/existe-t-il-une-dimension-sexiste-dans-les-actes-islamophobe-en-belgique/>

2- <https://www.opensocietyfoundations.org/explainers/islamophobia-europe/fr>

3- <https://lesglorieuses.fr/intersectionnalite/>

4- https://www.levif.be/actualite/belgique/pour-un-feminisme-antiraciste-et-decolonial/article-opinion-1113791.html?cookie_check=1561796049

5- https://www.rtf.be/info/dossier/chroniques/detail_l-affaire-salimabellabas-la-regle-de-trois-pour-comprendre-safia-kessas?id=10254869

6- <https://journals.openedition.org/traces/6400>

L'islamophobie genrée ou comment bloquer la libération de toutes les femmes

Frantz Fanon disait qu'une société était raciste ou ne l'était pas¹. On pourrait paraphraser Fanon en ajoutant qu'une société est sexiste ou ne l'est pas. La Belgique est une société raciste car des groupes sont racisés et discriminés² et sexiste puisque les inégalités entre les hommes et les femmes sont criantes³. Angela Davis, quant à elle, proposait de renverser le capitalisme afin de pouvoir détruire les racines du racisme⁴. Françoise Vergès semble d'accord avec Davis quand elle dit que « le capitalisme, dès le départ, porte en lui des processus de racisation. Dès sa genèse, ce système entreprend de trier les êtres humains, de raciser des groupes. »⁵ Le capitalisme néolibéral⁶ est donc racial car les racisé.e.s – surtout femmes⁷ – font parties des subalternes sur le marché de l'emploi⁸ mais aussi patriarcal puisqu'il s'accommode bien du patriarcat⁹. La Belgique n'y échappe pas.

Le capitalisme patriarcal et racial: un ennemi commun à toutes les femmes

En effet, nous consommons des fraises cueillies par des femmes nord-africaines sous-payées et agressées sexuellement¹⁰, nous portons des vêtements fabriqués par des femmes – et hommes – du Sud global qui sont surexploités¹¹, des femmes indiennes subissent des hystérectomies pour être plus productives¹², les écarts entre les plus riches et les plus démunis se creusent ici en Belgique de manière structurelle¹³. L'oppression capitaliste nous touche toutes et tous tandis que toutes les femmes vivent le sexisme au travail, devant l'emploi, dans les mondes médiatique, politique, culturel et dans l'espace public en général. D'autres femmes, racisées, subissent, elles aussi, les effets du capitalisme et du sexisme mais elles subissent en plus les effets du racisme qui les précarise. Les femmes musulmanes, quant à elles, subissent l'islamophobie en tant que musulmanes et le sexisme en tant que femmes, en plus du capitalisme. Nous pouvons donc qualifier d'islamophobie genrée le racisme spécifique qui vise les femmes musulmanes, racisées.

« Racisée »: qué saco ?

Bien que les races biologiques n'existent pas, le racisme, système de domination dont elles étaient le support pseudo-théorique au temps des colonies, se renouvelle et se perpétue¹⁴ en déplaçant le curseur de l'inégalité intrinsèque sur des différences culturelles et de valeurs, qui continuent ainsi à permettre de hiérarchiser les groupes. Pour arriver à ses fins, il prend différents visages et s'exprime à divers niveaux¹⁵, crée des groupes sociaux, « eux » ou « les Autres » et « nous »: certain.e.s bénéficieront de privilèges et de droits, le « nous », au détriment d'autres, les « eux » ou « Autres », qui seront discriminé.e.s. Frantz Fanon avait raison: « C'est le raciste qui crée l'infériorisé. »¹⁶ Ce constat nous permet de comprendre que la société belge est structurellement raciste puisqu'il y a bel et bien

des groupes bénéficiant du privilège blanc¹⁷ et des groupes discriminés car racisés. D'ailleurs, le dernier rapport d'Unia – service public indépendant de lutte contre la discrimination et de promotion de l'égalité des chances – nous apprend que « Tous domaines confondus, (...) (Unia a) ouvert le plus de dossiers sur base des critères dits « raciaux » (33,9%), handicap (23,6%) et convictions religieuses ou philosophiques (12%). »¹⁸

Discriminées car racisées

Les femmes musulmanes sont discriminées de manière structurelle: celles qui sont visibles en raison du port d'un foulard, voile ou châle, sont discriminées devant l'emploi, la formation, dans l'enseignement, dans les mondes culturel, médiatique, politique et dans l'espace public en général, au



nom d'une pseudo-neutralité qui serait celle de l'apparence et/ou au nom d'une interprétation restrictive de la laïcité qui permet d'exclure des femmes. Les statistiques du CCIB (Collectif contre l'islamophobie en Belgique)¹⁹ nous apprennent que la majorité des plaintes proviennent des femmes se couvrant les cheveux²⁰. Les femmes qui ne sont pas visiblement musulmanes sont aussi victimes d'islamophobie en raison de leur origine et de leur nom. Les réseaux sociaux sont un espace qui permet à la parole raciste décomplexée de se déployer et d'alimenter ainsi le système raciste: la dernière « affaire », celle de Salima Belabbas, la nouvelle présentatrice du journal télévisé RTL-TVI, en est un exemple triste et révoltant²¹. Une partie du monde politique belge et tout particulièrement le gouvernement sortant sont aussi responsables de la banalisation de la parole raciste. Des personnalités politiques n'hésitent pas à tenir des propos racistes ou n'excluent pas de s'allier à des partis politiques racistes. Toutes les institutions politiques portent une part de responsabilité dans l'entretien du racisme dans la mesure où elles amassent une production considérable de textes et de débats autour de l'étranger, de l'insécurité, de l'immigration, du terrorisme, ... en faisant l'amalgame sur toutes ces questions.²²

L'analyse intersectionnelle

Des groupes antiracistes refusent la grille de lecture féministe au nom d'une union qui serait nécessaire entre les genres dans la lutte antiraciste – mais aussi parce que l'ennemi visé est le racisme et non pas le sexisme / le patriarcat / la domination masculine – alors que des groupes féministes, ayant une lecture universaliste du féminisme, refusent de revoir leurs priorités de lutte, estimant qu'être musulmane et/ou porter un foulard n'est pas compatible avec « féministe » mais aussi parce que l'ennemi visé est le sexisme/ le patriarcat/ la domination masculine sans prise en compte des lectures et vécus particuliers et pluriels. Ces situations concrètes, vécues sur le terrain par des femmes réelles, nous conduisent à la nécessité de porter une analyse intersectionnelle pour comprendre ces femmes.

Cette grille de lecture, théorisée par Kimberlé Crenshaw en 1989²³ sur la

base des vécus des Afro-Américaines, permet donc de comprendre en quoi la situation des musulmanes racisées, dont les droits fondamentaux sont bafoués, est compliquée car elles vivent à l'intersection des rapports de domination de race, de classe et de genre. Plusieurs discriminations se croisent et pèsent sur les possibilités d'émancipation des femmes de confession ou de culture musulmane. Celles-ci, et en particulier celles qui couvrent leurs cheveux, sont exclues de certains espaces tels que l'enseignement supérieur de type non universitaire et le travail dans le secteur public – sauf rares exceptions comme Actiris²⁴ – mais également dans le secteur privé. Or l'émancipation

passer par l'inclusion et non l'exclusion. Invisibles et invisibilisées dans les structures antiracistes et féministes, discriminées, des femmes s'organisent en non-mixité, fixent leur agenda et leurs propres priorités, promeuvent la solidarité à l'instar de bell hooks²⁵, et tissent des liens, dans un esprit de convergence des luttes.

Le collectif féministe Kahina

Un exemple de groupe féministe, pensé par et pour des femmes musulmanes en Belgique francophone, est le collectif féministe Kahina²⁶. Partant du constat qu'aucun groupe / mouvement féministe belge francophone défendant

- 1 - « Une société est raciste ou ne l'est pas. Il n'existe pas de degré du racisme. Il ne faut pas dire que tel pays est raciste mais qu'on n'y trouve pas de lynchage ou de camps d'extermination. La vérité est que tout cela et autre chose existent en horizon. Ces virtualités, ces latences circulent dynamiques, prises dans la vie des relations psycho-affectives, économiques. » "Racisme et culture", conférence de Frantz Fanon au congrès des écrivains et artistes noirs, 20 septembre 1956.
- 2 - Voir dernier rapport annuel 2018 de Unia: <https://www.unia.be/fr/publications-et-statistiques/publications/rapport-annuel-2018>
- 3 - Voir, entre autres, <https://igvm-iefh.belgium.be/fr> et <http://www.viefeminine.be/>
- 4 - <https://www.franceculture.fr/emissions/les-nuits-de-france-culture/angela-davis-pour-detruire-les-racines-du-racisme-il-faut>
- 5 - <https://www.humanite.fr/le-feminisme-doit-retrouver-son-tranchant-antiraciste-anticapitaliste-francoise-verges-667538>
- 6 - <https://www.cetri.be/Le-capitalisme-neoliberal-Comment>
- 7 - http://www.cadm.org/spip.php?page=imprimer&id_article=5820
- 8 - <https://www.cncd.be/travail-domestique-inegalites-migrations-genre>
- 9 - http://www.cadm.org/spip.php?page=imprimer&id_article=5820
- 10 - <http://www.marokino.info/fr/article/34144>
- 11 - <http://www.slate.fr/story/133478/bangladesh-vetements-travail>
- 12 - https://www.rtb.be/info/monde/detail_inde-des-travailleuses-des-champs-privees-de-leur-uterus-pour-ameliorer-leur-rendement?id=10248980
- 13 - <http://inegalites.be/Parcours-de-vies-inegalitaires>
- 14 - « Racisme et culture », in Pour la *Révolution africaine*, in Frantz FANON, Œuvres, La Découverte, Paris, p. 719.
- 15 - <https://www.axellemag.be/les-trois-visages-du-racisme/>
- 16 - Peau noire, masques blancs, in Frantz Fanon, Œuvres, La Découverte, Paris, p.137
- 17 - <http://www.bepax.org/publications/analyses/le-privilege-blanc,0000900.html>
- 18 - <https://www.unia.be/fr/publications-et-statistiques/publications/rapport-chiffres-2018>
- 19 - <http://ccib-ctib.be/>
- 20 - Un seul exemple d'agression islamophobe parmi d'autres: https://www.rtb.be/auvio/detail_anderlues-agression-violente-d-une-jeune-musulmane?id=2371018
- 21 - https://www.rtb.be/info/medias/detail_une-presentatrice-a-nouveau-victime-d-insultes-racistes?id=10251393&fbclid=IwAR33Ve7c3UhJltHC MNxHr3GoTAaMLr0yUfoCreqoS-HkksaC5qzPTSbJ38E
- 22 - Ouardia Derriche, "Le racisme, une question politique", in *Les défis du pluriel. Égalité, diversité, laïcité*, Edition Couleur livres, Collection Question de société, 2014
- 23 - Kimberlé Crenshaw, « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics », University of Chicago Legal Forum, vol. 1989, 1989, p. 139
- 24 - <https://blogs.mediapart.fr/henri-goldman/blog/090419/bruxelles-promouvoir-le-modele-actiris>
- 25 - Seyma Gelen, "Diversité, sororité...solidarité!", in axelle no 205-206 janvier février 2018, hors-série Racisme en Belgique. Solidarités de femmes, p.58
- 26 - <https://www.facebook.com/collectiffeministekahina/>

pleinement les intérêts de ce groupe social dans une perspective décoloniale et intersectionnelle n'a pu s'installer durablement dans le paysage des luttes pour l'émancipation de toutes les femmes, des femmes ont décidé de créer ce collectif qui existe maintenant depuis près de trois ans. Les membres de ce collectif, dont je suis membre et cofondatrice, s'investissent aujourd'hui dans des initiatives antiracistes telles que la coalition Napar – alliance de dizaines d'organisations, pour un plan interfédéral contre le racisme et les discriminations – pour ce qui est du lobbying ou la plateforme antifaciste Stand Up²⁷ et la plateforme 2103²⁸ pour ce qui est de la lutte sur le terrain. Nous nous exprimons dans les médias, répondons à des sollicitations d'entretiens, prenons la plume, nous produisons du savoir et de l'action féministes. Nous prenons la parole car nous refusons que l'on parle en notre nom, nous refusons d'être perçues au prisme d'un regard orientaliste²⁹, nous refusons que l'on nous impose un islam imaginaire qui permet au racisme de nous discriminer. Nous défendons un féminisme décolonial³⁰ que nous avons développé dans un article coécrit par Ouardia Derriche et moi-même³¹: c'est aux femmes elles-mêmes de décider de leurs priorités, de leur agenda et de leur stratégie, le chemin d'émancipation n'étant pas unique. Les féministes – hier comme aujourd'hui – ont défini et définissent leurs priorités et stratégies, nous le faisons donc aussi. Et pour nous, un féminisme musulman³² ou plutôt porté par des musulmanes est pensable car il n'y a pas, selon nous, de contradiction entre foi et féminisme³³.

Féminisme et féminismes

Le féminisme est « un » dans le sens où c'est un mouvement politique, intellectuel et social global qui lutte contre la domination masculine mais il est pluriel car ses revendications et formes naissent des réalités concrètes des femmes qui ne vivent pas les mêmes situations³⁴. Les féministes universalistes refusent d'accepter le caractère pluriel du mouvement qui, pourtant, crève les yeux. En effet, en tous temps et en tous lieux, la domination masculine a permis à des hommes et à des sociétés de contrôler notre corps, notre sexualité, notre rapport au monde qui nous entoure. Dans les sociétés majoritairement musulmanes,

le patriarcat a permis à des institutions trustées par les hommes de voter des lois et de promouvoir des lectures du Coran et de la Sunna misogynes et discriminatoires envers les femmes. Aujourd'hui, les choses changent: du Maroc³⁵ à l'Iran³⁶, en passant par la Turquie³⁷, des femmes refusent qu'on leur impose des manières d'être et de faire et prennent la parole. C'est une excellente chose. Ailleurs, en Occident, et Mona Chollet le montre bien dans son ouvrage³⁸, l'aliénation féminine prend d'autres visages autour du culte d'une certaine beauté, une tyrannie sur laquelle feu Fatema Mernissi attirait déjà notre attention³⁹. Partout et en tout temps, il devrait revenir à toute personne se définissant comme féministe de défendre l'autonomie des femmes et de les écouter: toute femme a le droit de disposer de son corps comme elle l'entend, librement. Que ce soit pour se couvrir ou le découvrir.

L'islamophobie genrée bloque la libération de toutes les femmes

Aussi longtemps que les femmes musulmanes seront discriminées dans notre société, le « groupe social femmes » ne sera pas libéré. En effet,

le racisme qui les frappe met en danger les acquis du féminisme et, ce faisant, toutes les femmes: la libre disposition de son corps, résumée dans le slogan « mon corps, mon choix » et l'accès aux espaces d'émancipation que sont l'École et le travail. De plus, comment rester aveugle et sourd.e face à cette injustice? J'en appelle, comme je le faisais il y a un peu plus d'un an dans le hors-série du magazine féministe axelle, à une solidarité entre les femmes car cette question nous concerne toutes. Défendre l'égalité entre les hommes et les femmes tout en fermant les yeux sur l'exclusion des femmes des espaces ouverts à tous les hommes est une position néocoloniale et raciste. Créer des divisions entre les femmes ne peut que servir les intérêts du système de domination patriarcal, raciste et capitaliste et c'est une lourde responsabilité à laquelle les féministes « universalistes » feraient bien de réfléchir.



Seyma Gelen

27 - https://www.rtf.be/info/opinions/detail_levons-nous-contre-la-montee-de-l-extreme-droite-en-belgique-et-en-europe?id=10231362

28 - <https://www.platform2103.be/fr>

29 - Edward W. Said, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Éditions du Seuil, coll. « Points histoire », 2005, 430 p.

30 - Voir notre carte blanche de mars 2019 en version longue ici: <https://www.levif.be/actualite/belgique/pour-un-feminisme-antiraciste-et-decolonial/article-opinion-1113791.html> et en version courte ici: <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/270319/pour-un-feminisme-antiraciste-et-decolonial>

31 - Ouardia Derriche et Seyma Gelen, « Pour un féminisme décolonial », *Revue En Question*, centre Avec, Dossier Diversité des féminismes. Parole aux femmes, p.37-41 <http://www.centreavec.be/site/sites/default/files/En-Question-Diversite-des-feminismes-paroles-aux-femmes0.pdf>

32 - Malika Hamidi, *Un féminisme musulman, et pourquoi pas ?*, Éd. de l'Aube, 2017, 160p.

33 - Asma Lamrabet, *Croyantes et féministes. Un autre regard sur les religions*, Albouaq, coll Etudes, 2019, 124 p.

34 - Un ouvrage collectif intéressant est le suivant: (coordonné par) Aurélie Leroy, *État des résistances dans le Sud. Mouvements de femmes*, Alternatives Sud - État des résistances dans le Sud, CETRI, Syllepse, Vol. XXII – 2015, n°4

35 - Travaux de Asma Lamrabet: <http://asma-lamrabet.com/>

36 - <https://www.lescledumoyenorient.com/L-essor-du-feminisme-en-Iran-sous-la-Republique-islamique.html>

37 - <http://www.sivilsayfalar.org/2019/04/02/turkiyede-ilk-musulman-feminist-kadin-dernegi-havle/>

38 - Mona Chollet, *Beauté fatale. Les nouveaux visages d'une aliénation féminine*, Paris, Zones, 2012, 240 p.

39 - Fatema Mernissi, *Le Harem et l'Occident*, Albin Michel, coll Essais doc, 2001, 231 p.

Interview **Kahina Rabahi**

Pour un antiracisme intersectionnel

Kahina Rabahi est la directrice d'ENORB (*European Network on Religion and Belief*), qui, avant cela, a travaillé pour le CCIF (Le Collectif contre l'islamophobie en France) puis pour ENAR, le réseau européen contre le racisme. Cet itinéraire en fait une personne de référence sur les questions d'islamophobie.

C'est par exemple le cas des communautés LGBTQI+ qui sont confrontées à des difficultés similaires aux nôtres. J'ai aussi depuis mon arrivée, voulu développer le plaidoyer politique du réseau autour des politiques européennes anti-discrimination, plus précisément sur les questions d'islamophobie.

de familles musulmanes qui se faisaient perquisitionner en dépit des règles de droit habituelles.. Cette violence qui s'est abattue sur ce segment précis de la population n'a jamais été visibilisée et aucune réparation n'a été envisagée. Pire, on ne peut pas vraiment affirmer que cela a cessé depuis.

ENORB, c'est quoi et quel est votre mission ?

ENORB est un réseau d'associations attachées à une identité religieuse bien que leur objet ne le soit pas forcément. C'est un espace de discussion et de partage de pratiques, d'expériences. On tente de travailler sur le temps long sans être juste en réaction à l'actualité. Cela passe notamment par l'échange avec des mouvements qui affrontent finalement les mêmes défis que nous.

Durant ton parcours par quelle porte d'entrée as-tu travaillé sur l'islamophobie ?

J'ai notamment beaucoup travaillé, d'abord au CCIF puis aussi à ENAR, sur la question de l'accès à l'éducation et à l'emploi des femmes musulmanes et l'impact des mesures de contre-terrorisme sur les populations musulmanes. Avant de rejoindre l'ENAR, j'étais bénévole au CCIF, c'était le début de l'état d'urgence à l'hiver 2015. Nous recevions des signalements en quantité

Était-ce selon toi quelque chose de nouveau et lié à la conjoncture ou est-on là face à un phénomène structurel ?

Ce n'est pas juste lié à cette période, la manière dont on envisage aujourd'hui l'anti-terrorisme prends directement racine dans un système post-11 septembre, au début de « la guerre contre le terrorisme ». Depuis, dès qu'il se passe un événement, ce sont vers



les minorités que l'on se tourne pour chercher le coupable, on fait porter le poids de la sécurité, ou du moins d'un sentiment de sécurité, sur les minorités, les musulmans et les migrants en particulier mais pas que. Ce phénomène est structurel car il est rendu possible par le racisme. Un racisme structurel et ancré qui légitime donc des pratiques racistes, comme ce ciblage. Cette répression raciste va surtout s'abattre sur les hommes musulmans qui sont vu comme « prédateur », comme « dangereux ». Cela passe notamment par la banalisation et légitimation de la pratique du contrôle au faciès. On peut dire très clairement que l'islamophobie est un phénomène genré.

Dans quelle mesure l'islamophobie est un phénomène fortement structuré par la dimension de genre ? En Belgique, par exemple, le CCIB lorsqu'il présente son rapport annuel, souligne toujours à quel point la majorité des signalements concerne les femmes.

Il me semble qu'il faut toujours prendre avec précaution ce que disent les chiffres tant les biais peuvent être nombreux, notamment le fait que les hommes vont moins facilement se poser en victime, moins facilement demander de l'aide, on sous-évalue donc peut être l'impact sur eux. Ceci étant dit, les cas de violences, de discriminations et de crimes de haine touchent d'abord les femmes (plus de 60% en Europe). Je vois plusieurs causes à cela. D'abord, il y a l'aspect visibilité : le voile rend visible les femmes musulmanes dans l'espace public, là où en fait beaucoup de musulman.e.s peuvent circuler dans l'espace public sans être reconnu.e.s comme tel.le.s. Ensuite, il y a ce phénomène propre aux corps des femmes : cette volonté de les posséder. Or, le voile peut être vu comme un signe de privatisation du corps. Cela est insupportable pour beaucoup d'hommes. Je pense notamment à ce tweet de Jean Quatremer (journaliste à Libération) qui disait « *Que signifie le port du voile ? Le refus absolu du mélange et le rejet de l'autre. Cette femme proclame dans l'espace public qu'elle n'aura jamais de*

relation amoureuse ou sexuelle avec un non musulman. C'est violent ». Ce qu'il décrit, sans même s'en cacher, c'est que le corps des femmes devrait lui être disponible, offert.

Mais cette dimension sexiste s'étend aussi aux femmes musulmanes non voilées. Elles sont soit mises sur un piédestal, érigées en exemple et idéalisées : ce sont les « bonnes musulmanes » qui finalement ne montrent pas qu'elles le sont. Mais en même temps, elles peuvent aussi susciter la méfiance : sont-elles sincères dans leur démarche ? Ne vont-elles pas changer d'avis ? Et pour les hommes, on va surtout voir les mesures anti-terrorisme et sécuritaire qui vont s'abattre sur eux.

Le terme même d'islamophobie est souvent disqualifié, et lorsque l'on veut parler d'islamophobie, c'est souvent sur la question de l'Islam que les commentateurs arrivent. Pourquoi cela ?

Chercher à disqualifier le terme, c'est un moyen de nier la réalité qu'il décrit. Ce n'est pas propre à l'islamophobie, le terme antisémitisme aussi est régulièrement l'objet d'attaque. Pour l'un comme pour l'autre, ce ne sont pas des inventions des personnes concernées mais bien l'invention de personnes antisémites et de personnes islamophobes qui cherchait à qualifier leur pensée. Mais malgré la résistance de certains au terme « islamophobie », c'est un combat que nous sommes en train de gagner. Il y a encore de la résistance, notamment en France, mais elle est le fait de gens qui justement sont islamophobes. C'est donc une résistance « logique ».

Certains acteurs voudraient d'ailleurs combattre l'islamophobie en informant sur l'Islam. Le constat serait « c'est parce les gens ne se connaissent pas assez qu'il y a un problème ». Or, même si ces initiatives peuvent avoir des effets positifs, elles oublient le plus important : le racisme est d'abord et avant tout un problème de domination. Une action antiraciste doit s'ancrer dans ce constat et tenter d'apporter des solutions qui y répondent. Les actions interculturelles, comme la grande mode

des iftars publics organisés par des acteurs non-musulmans, ce n'est pas de l'antiracisme.

Bien sûr, il est bon de sortir de ses cadres de références culturels et religieux et d'apprendre à connaître l'Autre, et ça peut être un but en soi, mais je suis sceptique quant à l'impact anti-raciste. De plus, dans ces actions se reproduisent souvent les rapports de domination. Cette approche fait écho à un antiracisme moral qui individualise la question du racisme, omettant ainsi la dimension structurelle et étatique du problème. Quand on regarde les chiffres des discriminations en Europe, on se rend compte que dans tous les pays, le premier acteur de discrimination, ou pour le dire autrement l'acteur qui discrimine le plus, c'est l'Etat.

En conclusion, un petit mot sur les perspectives ?

Je pense qu'il va falloir retourner le stigmat et enfin parler des racines du problème. Cela implique de nommer les choses : de parler des suprémacistes blancs et du problème du privilège blanc. Bien sûr, il faut continuer à lutter pour les libertés fondamentales mais c'est un changement de récit qu'il faut. Par ailleurs, ce changement de récit ne concerne pas uniquement les minorités racisées mais bien toutes les personnes qui ne sont pas des hommes cis, blancs, hétéros, valide et de classe moyenne.

Par ailleurs, je suis convaincue qu'il faut aussi remettre en avant la question de la classe. Le racisme est structurellement lié au capitalisme. En France, on a pu constater que durant ces 20 dernières années, au moment de chaque réforme socio-économique, il y a le déclenchement de polémiques islamophobes, sur le voile par exemple. En ce sens, l'outil de l'intersectionnalité est vraiment utile pour cela, car il insiste sur les personnes qui cumulent les dominations tout en gardant la race au centre : la femme musulmane précarisée par exemple. L'enjeu est donc de parvenir à évacuer aucune dimension d'oppression pour articuler les luttes contre le capitalisme et contre le racisme et le patriarcat

Interview **Vincent Cornil**

Islamophobie : un rejet exprimé en terme “progressiste”

Vincent Cornil a été directeur du MRAX jusqu’à fin 2018. Avant cela, il avait commencé à s’intéresser aux questions liées à l’islamophobie suite à son mémoire de fin d’étude sur « Les coalitions de cause autour de la visibilité de l’Islam dans l’espace public ».



L’islamophobie est un phénomène dont on ne peut plus nier l’existence: de l’impact de celui-ci sur l’emploi, l’accès au logement ou même à l’école, à des actes de haine comme le vandalisme contre les mosquées les faits sont là pour le rappeler. Toutefois cela prend des formes différentes selon les régions du monde ou d’Europe. Quels sont les ressorts, les causes de l’islamophobie chez nous en Belgique francophone ?

L’islamophobie est un processus et un produit qui s’articulent à partir de différentes racialisations construites autour de l’appartenance réelle ou supposée à la religion islamique. La racialisation islamophobe la plus prégnante et la plus audible à laquelle nous avons à faire face aujourd’hui en Belgique francophone prend ses racines en France. Et c’est de France que nous importons nos concepts et visions en la matière. Sa spécificité est qu’elle théorise un certain rejet de l’islam non pas sur des bases conservatrices ou au nom d’une idéologie basiquement suprématiste mais en déployant inversement un argumentaire progressiste avec des termes symboliquement forts et traditionnellement portés par l’antiracisme tels que l’égalité, l’émancipation, la liberté, la laïcité... pour faire court c’est donc une isla-

mophobie de gauche, un racisme d’une gauche dépassée qui ne s’est pas donné les moyens de refonder son logiciel critique face à de nouveaux enjeux sociaux – en réalité des enjeux sociaux très anciens mais qui n’ont pu que récemment s’extirper de dynamiques d’invisibilisation - tels que la lutte contre la domination culturelle, les luttes pour la reconnaissance, la lutte contre l’aliénation identitaire... Je reviendrai plus loin sur la raison à cela.

Situer les racines de cette islamophobie est nécessaire car il en découle quelques effets structurels qui ne pourront pas être dépassés sans cette compréhension. J’en identifie trois.

D’abord, l’accusation est terrible. Les citoyen.ne.s de confession musulmane seraient par leurs croyances et pratiques, jusqu’à preuve du contraire, des personnes déviantes quant aux principes d’égalité, d’émancipation, de liberté, de neutralité des services publics... jusqu’à preuve du contraire, c’est-à-dire que nous sommes dans un contexte où ce ne sont pas les islamophobes qui ont à démontrer la légitimité ou le bien-fondé de leurs assignations identitaires mais ce sont les concerné.e.s qui sont tenu.e.s de se justifier, de se positionner, de rassurer quant à ces assignations qui les visent et cette logique du soupçon qui pèse sur elles.eux. Nous sommes dans un renversement de la charge de la preuve. À titre d’exemple, sur la question du port du voile, c’est cette logique qui a entraîné le déplacement du curseur du débat de la question de

la liberté de porter un signe convictionnel vers la question de l'appréciation que chacun.e se fait du voile, passant ainsi d'un traitement laïque de la question vers un traitement non laïque, dogmatique, où des autorités publiques s'engagent dans le champ religieux... et cela au nom même de la laïcité...

Quant à la lutte contre l'islamophobie, cette situation a eu pour effet dans un premier temps de mettre l'antiracisme dans une posture presque défensive face aux assignations. Cette phase est aujourd'hui largement et depuis longtemps dépassée par différents collectifs même si le soupçon pèse toujours sur les citoyen.ne.s de confession musulmane, particulièrement sur celles et ceux engagé.e.s dans l'action publique dont on scrute les propos plutôt que de parler avec elles.eux.

Ensuite, cet usage islamophobe d'un monde de sens progressiste rend complexe la dénonciation de cette islamophobie. La complexité n'est pas dans la légitimité de la dénonciation, elle réside dans sa construction argumentative, car les tenants de cette islamophobie et les acteurs de la lutte antiraciste usent des mêmes termes antiracistes et progressistes. Et il ne s'agit pas de simplement s'entendre autour de définitions communes de ces termes pour surmonter cette tension. En effet, dans un contexte où l'antiracisme, comme projet égalitaire et émancipateur de gauche, devrait être mené proactivement pour un projet de société progressiste avant d'être mené réactivement contre un projet de société raciste, cette absence de signification partagée renvoie en fait à l'incapacité globale actuelle de la gauche de proposer un projet de société fort, un horizon vers lequel tendre, ce qui in-détermine l'usage politique que l'on fait de ces termes progressistes. C'est par ailleurs ce constat de l'absence de projet de société commun à tous les acteurs historiques de l'« antiracisme » qui a fracturé le monde antiraciste avec la lutte contre l'islamophobie comme l'un des éléments déclencheurs parmi d'autres enjeux comme le sécuritaire, les frontières, les droits des sans-papier... Il est maintenant acté que des acteurs historiques de l'antiracisme portaient et portent eux-mêmes des projets de société développant une mécanique raciste, parallèlement à

d'autres engagements réellement progressistes qu'ils peuvent avoir.

C'est ce qui nous amène au dernier point. Ce discours islamophobe est puissant dans l'opinion publique car il n'est pas formulé dans le langage de l'extrême-droite, ni même de la droite, il est enraciné dans les concepts de gauche et parle leur langage aux personnes sensibles aux valeurs de gauche tout en ne disant, en substance, pas autre chose que l'extrême-droite : l'islam et les musulman.e.s sont un problème public, une déviance sociale. Mais on voit qu'un Destexhe, avec ses arguments traditionnels de l'extrême-droite n'a finalement que peu de succès. Ici, l'islamophobie n'a pas besoin de lui pour se répandre car elle est véhiculée beaucoup plus efficacement avec ce discours aux accents progressistes, porté par des acteurs labellisés comme progressistes et ayant a priori une légitimité symbolique à nommer et distinguer ce qui relève du progressisme de ce qui n'en relève pas. De cette autorité symbolique, ils ont réussi à imposer un récit narratif assez puissant qui s'est diffusé dans l'opinion publique. Ainsi l'enquête « Noir Jaune Blues » avait montré que 63 % des Belges pensent que l'islam est une menace et différents rapports détaillent l'impact réel de l'islamophobie dans la vie quotidienne de la population de confession musulmane.

Sur base de ce constat, quelles seraient les pistes de solution ?

Il y a deux dimensions, la dimension antiraciste et progressiste de manière globale d'une part et la dimension spécifique à l'islamophobie d'autre part.

Sur le plan global nous devons mettre fin à cette prétention monopolistique des islamophobes dans l'usage des termes progressistes. Nous devons nous réapproprier l'usage conceptuel et pratique des termes comme égalité, liberté, émancipation, identité, laïcité...¹

Mais comme je l'ai dit la mobilisation de ces références doit intervenir dans le cadre d'un projet de société total, leur pertinence ne sera complète qu'à travers une approche systémique.

C'est donc à nous, les progressistes, de construire en réseau un projet de société qui propose un horizon fort et qui mette à l'agenda l'égalité face aux mécanismes de domination patriarcale, raciale et de classe.

Et la meilleure réaction à l'islamophobie n'est en effet pas d'y répondre directement, d'entrer en débat avec ses tenants ou de prendre au sérieux leurs arguments, il faut plutôt les isoler, les submerger politiquement par la mise en place de ce projet progressiste puissant car convergent et qui rende obsolètes et inaudibles leurs propos dans l'espace public. C'est la seule manière selon moi d'arriver à un changement structurel. C'est une démarche qui demande de l'engagement de toutes les forces progressistes et concernées qui sont actives sur toutes les luttes en cours. Des lieux de rencontre émergent progressivement ces dernières années, notamment autour des revendications antiracistes, il est important que les acteurs impliqués mettent à profit cet instant pour aller au-delà du seul front antiraciste.

Enfin, c'est important de garder à l'esprit la notion du temps car là, maintenant, des personnes subissent directement dans leur quotidien la réalité de l'islamophobie. Nous n'avons donc pas le luxe de prendre le temps et cette quête d'un changement structurel doit bien sûr s'accompagner d'une vigilance quotidienne qui empêche toute impunité face à l'islamophobie. Et ce que je prône ici pour l'islamophobie, je le revendique bien sûr face à toute oppression et mécanique d'exclusion.

Sur la dimension spécifique à la lutte contre l'islamophobie, il est nécessaire pour moi qu'il puisse exister un associatif musulman développé afin que la réalité de cette présence culturelle en Belgique puisse être structurellement reconnue et organisée. Que des associations musulmanes aient pignon sur rue, qu'elles puissent avoir une parole publique et donc que les citoyen.ne.s de confession musulmane puissent exister dans le débat public non plus

comme des objets, des choses, dont on parle mais comme des sujets qui parlent, et pas nécessairement pour parler des seules questions liées à l'islam ou pour entendre ce que l'on a envie d'entendre. C'est indispensable car cette absence associative musulmane – renforcée volontairement à l'occasion du Plan Canal – participe à l'invisibilisation et à la banalisation de l'islamophobie dans sa dimension « domination culturelle ». Globalement, pouvoir affirmer publiquement avec fierté ce que l'on est ou ce que l'on souhaite être est important dans le cadre d'un processus d'émancipation face à une mécanique qui délégitime ta présence. Et ce que je propose ici concernant l'associatif musulman, c'est également nécessaire pour l'associatif Rom, subsaharien, afro-descendant, congolais, femmes migrantes...

En Flandre les associations de minorités sont non seulement subsidiées, mais elles ont leur mot à dire dans les politiques publiques via une plateforme créée pour elles, le *Minderhedenforum* (Forum des minorités). Du côté francophone cette approche est totalement impensable, notamment par la mise en avant d'une logique très française de rejet du « communautarisme »² alors qu'en même temps le communautarisme de l'Homme blanc, un communautarisme qui ne dit pas son nom, est le communautarisme de fait le plus agissant au sein de nos sociétés.

Quels sont les impacts concrets de l'islamophobie sur les populations musulmanes que tu vois mais que tu trouves parfois trop méconnus ?

C'est important de garder à l'esprit la logique d'intersectionnalité entre toutes ces appartenances que la société a construites en marques d'infamie : être migrant, femme, ouvrier, musulman, noir, travailleur sans emploi, travailleur sans papier, Rom, juif, voilée...

Pour discerner le déploiement matériel de l'islamophobie dans la société, il faut regarder aux points de croisement entre ces différents marqueurs de racialisation dans leurs rapports aux institutions. Et je fais l'hypothèse qu'aucun secteur de la société n'est épargné lorsqu'il s'agit d'un racisme structurel comme l'islamophobie. Sans revenir sur les réalités connues dans l'emploi, le logement, l'enseignement, la formation, les loisirs... j'ai déjà parlé de l'associatif musulman, il y a également l'accès à la justice, le retard dans l'ouverture d'écoles subsidiées dans le cadre du réseau libre confessionnel islamique, le retard dans la reconnaissance des mosquées, la rigidification du regroupement familial, la formation des cadres musulmans à l'initiative du Ministre Marcourt qui est organisée par un comité composé majoritairement de non-musulmans, la rareté des parcelles musulmanes dans les cimetières, les polémiques autour de l'alimentation, les rapports complexes aux services sociaux, les rapports complexes à la police, les rapports complexes aux structures syndicales, les rapports complexes aux soins de santé, l'accès aux médias et la confiscation de la parole, la difficulté d'organiser des grands événements publics sans susciter de polémique, la difficulté d'avoir un compte en banque pour une association musulmane, les screenings pour les emplois où il existe des mesures de sécurité comme dans l'aéroportuaire et qui aboutissent à des pertes d'emploi sans recours possible, les politiques urbanistiques - la gentrification accélérée de certains quartiers a comme conséquence d'en chasser aussi la présence musulmane parmi d'autres groupes cibles indésirables (en 2017 la Ville de Bruxelles a assumé favoriser l'implantation de « commerces plus qualitatifs » dans

le nouveau piétonnier), le droit des étrangers - la politique de Francken en termes de visa humanitaire a encore démontré récemment qu'il vaut mieux être chrétien que musulman si on veut être accueilli en Belgique... être de confession musulmane, parmi d'autres marques d'infamie, est concrètement un critère de subalternité symbolique et matérielle, d'autant plus si l'on est femme, migrante, subsaharienne, voilée... être de confession musulmane entraîne un coût social manifeste et les citoyen.ne.s de confession musulmane se retrouvent dans une dualité entre ce qu'ils.elles souhaitent être d'une part et ce qu'ils.elles perçoivent de ce que la société attend d'eux.elles d'autre part.

Un mot pour conclure ?

La situation décrite est néfaste pour la cohésion sociale. C'est toute construction identitaire apaisée et toute démarche citoyenne d'une large partie de la société qui sont mises à mal par cette dynamique islamophobe. Il est donc urgent d'agir.

« Moi, je ne suis pas quelqu'un qui aime se bercer d'illusions. Je ne vais pas m'asseoir à votre table, vous regarder manger devant mon assiette vide, et dire que je dîne avec vous. Être assis à une table ne fait pas de vous un convive, sauf si vous mangez une partie du plat. »

Malcolm X

1 - L'arrêt Actiris de 2015 a par exemple permis de mettre fin au monopole interprétatif du concept de laïcité et de son usage comme objectif légitime évident de l'interdiction des signes convictionnels.

2 - Ndlr : en anglais communautarianism est une notion connotée positivement. C'est la capacité d'une communauté à s'auto-organiser pour résoudre les problèmes que se posent à elle.

Contribuez à une société plus juste et plus égalitaire

L'ASBL BePax est heureuse de vous proposer gratuitement la revue Signes des Temps, dont le coût d'impression et d'envoi revient à 1,50 € par exemplaire.

Si vous souhaitez soutenir notre travail de publication, n'hésitez pas à **faire un don sur le compte BE28 7995 5017 6120**. Quel qu'en soit le montant, votre soutien est précieux! (Déduction fiscale à partir de 40 € sur base annuelle).

BePax est également apte à recevoir des legs. Pour plus d'informations, contactez votre notaire ou contactez-nous au +32 (0)2 896 95 00 ou via info@bepax.org.

Consultez nos autres dossiers thématiques :

Signes des Temps

Égise et diversité:
**entre désir d'universalisme
et pluralité effective**

AVRIL-MAI 2019

Signes des Temps

Filmer en blanc et blanc?
**Racisme et
cinéma**

FÉV.-MAR. 2019

Signes des Temps

Entreprenariat:
**quand la diversité
frappe à la porte**

DÉC.-JAN. 2018-19

Signes des Temps

Racisme et football:
**une symbiose
paradoxe**

OCT. - NOV. 2018

Surfez sur www.bepax.org
et suivez-nous sur

